



Dépêche 68/04

Bientôt la république Banadouanière !

Vous trouvez ce titre outrancier ? Lisez plutôt ce qui suit :

Les remontées du terrain sont édifiantes et concordantes l'administration des douanes semble proche de la banqueroute.

Nous vous livrons un petit florilège d'éléments divers aussi consternants les uns que les autres :

- Certaines directions sont dans un tel état budgétaire que les frais de mission sont en attente de remboursement depuis des semaines. La courte rallonge à venir ne couvrira qu'un faible pourcentage des besoins. Amélioration possible début 2005. On l'espère.
- Dans d'autres on refuse les avances sur déplacement parce que les régies d'avance sont à zéro !
- Le DI de Méditerranée vient d'adresser une note dans les services. Fautes de moyens suffisants il ne pourra assumer le remboursement des membres de jury de concours. Plus personne ne bouge, et ce au détriment des intérêts des personnels et des missions du service public douanier.
- A la masse la situation n'est guère plus reluisante.
- A Marseille, faute d'argent l'administration ne pouvait faire déplacer des containers ayant éveillé l'attention d'équipes cynophiles au risque de voir s'envoler d'éventuels stupéfiants, etc. Seules les bonnes relations entretenues avec les dockers ont permis un mouvement gratuit et un contrôle.
- Le ministre de la fonction publique justifie son refus d'augmenter les traitements des fonctionnaires afin de remettre à niveau leur pouvoir d'achat par le risque de banqueroute de l'Etat...

Cette pénurie est la conséquence de la politique des gouvernements Raffarin: cadeaux fiscaux aux plus riches, et rien pour les autres. Nous sommes donc pénalisés en tant que citoyens et salariés. Les annonces de baisses des prélèvements s'accompagnent d'un report vers la fiscalité locale et de moyens moindres pour fonctionner.

La mégalomanie de notre très médiatique futur ex-ministre n'a pas contribué à assainir la situation puisque le coût sur le budget de la réunion des « méritants » à BERCY le 20 septembre, doit représenter un certain nombre de jurys d'oraux ou d'ouvertures de container. A noter que les contre manifestations organisées par les intersyndicales devant les DR n'ont rien coûté aux personnels. Certains se voyant même remettre un immérité diplôme d'agent non méritant.

Sommes-nous si loin d'une république bananière, lorsque les fonctionnaires perçoivent leur dû avec des mois de retard, lorsque l'administration ne peut plus faire face à ses obligations et ses missions, lorsque seule la caste des privilégiés est chouchoutée, enfin lorsqu'un maréchal-général-colonel se sert de l'argent public pour sa propre propagande ?

Paris, le 25 novembre 2004